



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 18/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**C-LOGISTICS Bat C**

120 Quai de Bacalan  
33300 Bordeaux

Références : 25-0831  
Code AIOT : 0005207639

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement C-LOGISTICS Bat C implanté Zone du Pot au Pin Chemin du Pot au Pin 33610 Cestas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler l'établissement et la mise en œuvre des plans de défense incendie au sein des entrepôts classés sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en application des dispositions applicables de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

L'inspection a également permis d'aborder le projet de fusion administrative des entrepôts B et C, à la suite du porter à connaissance transmis par l'exploitant en janvier 2018.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C-LOGISTICS Bat C
- Zone du Pot au Pin Chemin du Pot au Pin 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005207639
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société C-LOGISTICS exploite sur la commune de Cestas plusieurs entrepôts logistiques, dans la zone d'activité du pot au pin.

L'entrepôt C est autorisé par l'arrêté préfectoral n°16078 du 15/01/2007 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaire du 07/08/2008 et du 27/09/2023.

L'entrepôt du bâtiment C est constitué de six cellules (K, L, M, N, O et P) de surface unitaire d'environ 5 800 m<sup>2</sup> classé sous la rubrique 1510 (régime d'enregistrement).

Les produits stockés dans cet entrepôt sont principalement des petits produits non alimentaires et non dangereux (-30kg). Le stockage des produits se fait majoritairement en racks.

L'entrepôt comprend également des activités relevant du régime de déclaration (1532 - stockage de bois (palettes en extérieur), 2910 - installation de combustion 2910, 2445 - transformation de papier/carton, 2925 - atelier de charge d'accumulateurs électriques).

**Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le projet de fusion administrative des entrepôts B et C, présenté dans le porter à connaissance transmis en janvier 2018 était abandonné.

**Il est pris acte à travers le présent rapport de l'abandon du projet de fusion.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie - description de l'organisation / formation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan de défense incendie - plans	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	défense incendie - description des moyens de lutte	11/04/2017, article 23		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plan de défense incendie - articulation avec plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet
5	Plan de secours interne	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 31.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'établissement C-LOGISTICS - bâtiment C dispose d'un plan de défense incendie répondant globalement aux attendus réglementaires. Il convient cependant d'apporter des compléments détaillés dans le présent rapport (précisions d'organisation, plans, descriptions de certains équipements).

La mise en situation opérationnelle de l'exploitant à l'occasion de l'inspection a permis de constater la bonne connaissance des intervenants des actions à engager, décrites dans le plan.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de défense incendie - description de l'organisation / formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte et première intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan de défense incendie comprend : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes

ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement (...)

### **Constats :**

Le plan de défense incendie établi par C-LOGISTICS est formalisé sous la forme d'un Plan d'opération interne (POI) dont la version en vigueur, communiquée à l'inspection, est celle du 03/05/2024. Ce plan est commun aux entrepôts B et C (entrepôts distincts sur le plan de leur situation administrative relevant de la réglementation (ICPE)).

L'exploitant n'est pas soumis réglementairement à l'établissement d'un Plan d'opération interne au sens de l'article 69 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Au regard des dispositions applicables et du régime de l'établissement, il convient de renommer le plan en "Plan de défense incendie" - PDI tel que prévu à l'article suscité.

Le contenu du Plan a été examiné par l'inspection.

Les schémas d'alarme et d'alerte en heures ouvrées et non ouvrées sont bien détaillés. Les ressources affectées aux différentes actions sont définies et associées à des fiches réflexes incluses au PDI.

L'organisation prévue pour assurer la première intervention et l'évacuation en heures ouvrées et non ouvrées est détaillée. Cette organisation s'appuie sur :

- une équipe de sécurité formée, et constituée d'un agent de sécurité au PC vidéo présent 7j/7j-24h/24h, d'un agent au poste de garde (en heures ouvrées), d'agents de sécurité (CSI) désignés présents dans l'entrepôt dont la fonction est d'assurer notamment le déclenchement d'alarme, les levées de doute, les appels vers les responsables ou l'astreinte, l'appel des secours et les actions de mise en sécurité et d'accueil des secours. Des fiches réflexes spécifiques à chaque agent de sécurité ont été établies mais n'ont pas été intégrées au PDI.
- l'encadrement opérationnel dont la fonction est d'assurer notamment les arrêts d'activité, l'évacuation du personnel et la vérification de la fermeture des portes coupe-feu;
- les équipiers de premières intervention pour l'attaque du feu si possible;
- le responsable d'établissement (directeur des opération interne : DOI) ou un responsable d'astreinte (en heure non ouvrée) qui dirige la mise en œuvre des actions, la communication externe et interne.

À noter que le PC vidéo est commun aux 3 bâtiments C-LOGISTICS (Entrepôt A, B, C) et qu'en heures non-ouvrées, l'agent de sécurité au PC assure l'ensemble des tâches (levée de doute, appel, mise en sécurité, accueil des secours).

L'astreinte est assurée de manière tournante par le responsable HSE, son adjoint ainsi que le responsable sureté.

La liste des interlocuteurs externes à contacter et les numéros d'appel sont bien intégrés dans le PDI. Le contrôle par sondage de cette liste n'appelle pas d'observations.

Les modalités d'accueil des services de secours sont définies et assurées par l'équipe de sécurité avec notamment l'ouverture du second accès pompier.

A noter que la passerelle entre les bâtiments B et C n'a jamais été mise en exploitation. Aucune porte d'accès n'a été ouverte sur la passerelle depuis les bâtiments.

En matière de formation, C-LOGISTICS assure la formation de près de 95 % des effectifs en tant qu'équipiers de première intervention (EPI). La formation est renouvelée tous les 3 ans. Les Intérimaires, quant à eux, reçoivent un accueil sécurité et une information pour la manipulation des extincteurs. Quant au prestataire de sécurité, C-LOGISTICS assure la formation d'un coordinateur au système de sécurité incendie (SSI), chargé d'assurer la formation de l'ensemble des intervenants. A défaut d'intégrer au PDI la liste des personnes formées (suivies par ailleurs dans le plan de formation) en perpétuelle évolution, la description de la politique de formation des salariés, des intérimaires et des prestataire de sécurité devrait être décrite dans le PDI et le lien vers le plan de formation établi. L'exploitant devrait néanmoins prendre les dispositions pour s'assurer que les prestataires de sécurité sont à jour de leur formation.

En matière d'exercices, l'exploitant en réalise deux par an qui donnent lieu à des compte-rendus (CR). L'inspection a consulté le dernier compte-rendu de l'exercice du 11 juillet 2024 (scénario : départ de feu dans un atelier de charge). Le compte rendu met en évidence des points d'amélioration. Pour l'exercice 2024, réalisé en heures ouvrées, le CR relevait l'absence de DOI (directeur des opération internes). L'exploitant a précisé qu'en cas d'absence du responsable d'établissement, le responsable HSE prendrait la fonction de directeur des opérations. L'exploitant s'astreint à une exercice avec le SDIS tous les 3 ans.

L'inspection a procédé à une mise en situation, non annoncée (scénario fictif d'une détection incendie en cellule N, DM09) et observait la mise en œuvre des actions au regard de l'organisation décrite dans le PDI. L'inspection a pu constater la bonne mise en œuvre des actions par l'équipe de sécurité (PC Vidéo, agent au poste de garde, agent de sécurité (CSI)). Les actions ont été coordonnées depuis le PC vidéo : lever de doute au niveau de la centrale SSI, levée de doute dans la cellule concernée, mise en œuvre des actions de mises en sécurité (isolement des eaux, coupure électrique, coupure gaz). Il a été néanmoins relevé :- la non détention de la clé par l'agent de sécurité du poste de garde pour accéder à la vanne d'isolement de l'alimentation gaz du bâtiment C. A noter que la vanne est située dans une boîte dont il est possible de briser la vitre (avec un marteau brise vitre à disposition).

- la nécessité d'actualiser le PDI au regard de la mise en œuvre d'une nouvelle centrale SSI- la nécessité de préciser les actions de coupures électriques attendues au niveau TGBT ou au niveau de la cellule proprement dite.

A noter que lors de la visite, sur site, il a été constaté le dysfonctionnement de la station de relevage du bassin de confinement - pompes désamorçées. L'exploitant a justifié l'intervention d'un prestataire pour leur redémarrage le lendemain de l'inspection.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant renomme le Plan d'opération interne des bâtiments B et C en Plan de défense incendie (PDI).</b></p> <p><b>L'exploitant apporte les compléments et précisions suivants à son plan de défense incendie :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fiches réflexes associées à chaque intervenant de l'équipe de sécurité : agent au PC vidéo, agent de sécurité (CSI) et agent au poste de garde;</li> <li>- description et justification de la politique de formation des salariés, intérimaires et prestataires pour garantir les compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie;</li> <li>- actualisation du PDI au regard de l'installation d'une nouvelle centrale SSI.</li> </ul> <p><b>L'exploitant prend les dispositions pour s'assurer périodiquement de la formation des prestataires de sécurité.</b></p> <p><b>L'exploitant justifie la mise à disposition aux agents de sécurité de la clé nécessaire à l'accès de la vanne d'isolement de l'alimentation gaz du bâtiment.</b>  <b>La version actualisée du PDI est transmise au SDIS de la Gironde et à l'inspections des installations classées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Plan de défense incendie - plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de défense incendie comprend : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>« - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>« - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; (...)</li> </ul> <p><u>Point 1.6.1 de l'annexe II</u>  [...]</p>

<p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)</li> </ul> <p><u>Point 3.5 de l'annexe II</u></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Plan de défense incendie comprend bien les plans des cellules de stockage, de localisation des moyens de lutte contre l'incendie, des dispositifs de coupures et d'actionnement des équipements de désenfumage, des accès de secours etc. En revanche, il ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de plans lisibles identifiant explicitement les murs coupe-feu,</li> <li>- de plans des réseaux et égouts faisant apparaître les éléments décrits au point 1.6.1 de l'annexe II suscitée,</li> <li>- d'un plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complète son plan de défense incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de plans lisibles identifiant explicitement les murs coupe-feu,</li> <li>- de plans des réseaux et égouts faisant apparaître les éléments décrits au point 1.6.1 de l'annexe II suscitée,</li> <li>- d'un plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 3 : Plan de défense incendie - description des moyens de lutte**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction automatique et commandes manuelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe,</li> </ul>



et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;

- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22. (...)

#### point 22 de l'annexe II

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.

#### point 28.1 de l'annexe II

Un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides et solides liquéfiés combustibles. Cette disposition s'applique sans préjudice de la première phrase du point 7 de la présente annexe.

Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie prévu au point 23 de la présente annexe. L'exploitant précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système mis en place.

Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, et le cas échéant de l'organisme de contrôle.

#### **Constats :**

L'établissement est pourvu d'un système d'extinction automatique, dont la description est globalement fournie dans le PDI : installation de type sprinklers ESFR conforme à la règle R1 APSAD. La description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique n'est pas détaillée.

En cas d'indisponibilité, l'exploitant a indiqué procéder à une déclaration auprès de l'assureur

(formulaire N100). D'un point de vue opérationnel, il définit des mesures compensatoires comprenant l'interdiction de travaux par points chauds, l'ajout des extincteurs, et la mise en oeuvre de ronde de surveillance. Ces mesures doivent être inscrites formellement dans le plan de défense incendie en tant que mesures particulières.

Les emplacements des commandes des équipements de désenfumage, et des interrupteurs centraux d'alimentation électrique, sont correctement mentionnés dans le PDI, et correspondent aux équipements dont l'existence a été constatée lors de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant complète son plan de défense incendie :**

- par la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique,
- par la description des mesures particulières mises en oeuvre en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 4 : Plan de défense incendie - articulation avec plan d'opération interne**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'opération interne

**Prescription contrôlée :**

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

**Constats :**

L'établissement n'est pas visé par l'obligation de disposer d'un plan d'opération interne pris en application de l'article R.181-54 du code de l'environnement. Les dispositions suscitées ne sont donc pas applicables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Plan de secours interne**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 31.1

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Schéma d'alerte et zone d'effet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de secours interne (P.S.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. En particulier ce plan précise les modalités de diffusion de l'alerte auprès des pouvoirs publics (protection civile, mairie), des services de secours, des établissements situés à proximité du site et du gestionnaire de l'autoroute A63, notamment en dehors des heures ouvrées, en cas d'incendie susceptible d'évoluer vers un sinistre de grande ampleur (incendie généralisé...) ou de troubler le trafic routier.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie présenté par l'exploitant comprend les modalités de diffusions de l'alerte auprès des pouvoirs publics (protection civile, mairie), des services de secours, des établissements situés à proximité du site et du gestionnaire de l'autoroute A63.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite